

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/SC/36/Suppl.1/Rev.1
29 novembre 1999

(99-5137)

Commerce des services

GUATEMALA

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 1

Révision

(Seul le texte espagnol fait foi)

Le texte ci-joint remplace le document GATS/SC/36/Suppl.1 sur les services de télécommunication.

GUATEMALA – LISTE RÉVISÉE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION			Le gouvernement guatémaltèque contracte les engagements additionnels énoncés en annexe.
C. Services de télécommunication			
a) Services téléphoniques (7521)	1) Le trafic international doit être acheminé au moyen des installations d'une entreprise titulaire d'un droit d'utilisation de fréquences et/ou d'un certificat d'inscription au registre des télécommunications auprès de la Direction générale des télécommunications	1) Néant	
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (7523)			
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (7523)	2) Néant 3) Néant	2) Néant 3) Néant	
d) Services de télex (7523)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services de télégraphe (7522)			
f) Services de télécopie (7521, 7529)			
g) Services de circuits privés loués (7522, 7523)			
o) Autres services Services de radiorecherche (75291) Services cellulaires (75213) Services de communications personnelles Services mobiles pour données Services par satellite			

ENGAGEMENTS ADDITIONNELS DU GUATEMALA CONCERNANT
LES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES EN
FAVEUR DE LA CONCURRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications:

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur.

2.2 Interconnexion à assurer

Dans les limites fixées pour l'accès au marché, l'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes qui soient transparentes, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence, uniquement pendant la période allant du 18 mai 1997 au 18 mai 2000.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Si, dans un délai de 40 jours (ouvrables), les parties n'arrivent pas à un accord sur l'accès aux ressources essentielles, la Direction générale des télécommunications devra régler le différend suivant la procédure énoncée dans la Loi générale sur les télécommunications.

Les décisions émanant de la Direction générale des télécommunications peuvent uniquement faire l'objet de recours en révision, lesquels devront être formés devant le Ministère des communications, des transports et des travaux publics. En cas de contestation d'une décision prise par ce ministère au sujet d'un recours en révision, la procédure de recours administratif est applicable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères relatifs à l'octroi du droit d'utilisation

Lorsqu'un droit d'utilisation sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de droit d'utilisation et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de droit d'utilisation; et
- b) les modalités et conditions de chaque droit d'utilisation.

Les raisons du refus d'un droit d'utilisation seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.
